Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Foudres-et-eclairs-latinoamericains-a-l-ONU>

Foudres et éclairs latinoaméricains à l'ONU

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 26 septembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Amérique Latine a brillé lors de la première journée de la 68ème Assemblée générale de l'ONU. En face d'un Barack Obama à la rhétorique plus hautaine et belliqueuse alors qu'il se rend de plus en plus compte de la décadence inéluctable de l'empire des États-Unis d'Amérique. Plusieurs leaders latinoaméricains ont souligné avec leurs mots que la deuxième indépendance de l'Amérique Latine et des Caraïbes est arrivée et va demeurer.

Obama a insisté sur le fait que son pays doive continuer à être impliqué dans les conflits internationaux, « *pour notre propre sécurité et parce que je crois le monde ira mieux (...) les États-Unis sont exceptionnels, en partie parce que nous avons démontré notre volonté sacrifiant du sang, pas seulement pour nos intérêts mais ... pour les intérêts de tous* ».

Plus grand cynisme impossible. Ainsi l'a vu Evo Morales : « *Obama, vient mentir à l'ONU, il parle de liberté, de justice et de paix quand ... il a des bases militaires dans toute la planète et intervient dans des pays pour s'emparer de leurs ressources ... combien de traités sur les droits de l'homme les États-Unis d'Amérique ont-ils signés ?* », a-t-il commenté à propos du curieux refus de la puissance d'y participer : « *Respecte-t-on les résolutions (de l'Assemblée générale de l'ONU) sur le blocus économique de Cuba ?* ».

Le locataire de la Maison Blanche a continué dans la tentative de justifier les sanglantes interventions yankees : « *la souveraineté ne peut pas être l'excuse pour que les tyrans assassinent, ou que la communauté internationale regarde -sans voir- ailleurs* ».

Mais il n'a pas pu répondre aux affirmations très dures que quelques minutes avant et depuis la même tribune a porté la présidente du Brésil Dilma Rousseff, accusant Washington de violer la souveraineté brésilienne et le droit international par des faits d'espionnage contre son gouvernement, les entreprises brésiliennes et contre elle même. Pour cette raison elle avait déjà annulé la semaine dernière en termes également énergiques sa visite [d'Etat] aux États-Unis.

Dilma a avancé la nécessité d'empêcher qu'Internet se convertisse en un nouveau champ de bataille, de sabotages et d'attaques à d'autres pays et sa proposé de créer un nouveau système légal global qui gouverne le réseau sous la supervision d'une organisation internationale. Elle devra garantir - a-t-elle dit - « *la liberté d'expression, la vie privée des individus et le respect pour les droits de l'homme et la neutralité du réseau, basé uniquement sur des critères techniques et éthiques* ».

La proposition enlèverait à Washington et à ses multinationales le contrôle autoritaire qu'ils ont aujourd'hui sur Internet, bien que le Brésil travaille depuis des mois dans la création d'une toile d'araignée régionale gouvernée par l'Unasur qui éviterait le transfert de données à travers la puissance du nord.

Cristina Fernández avait soutenu le jour précédent l'attitude de son homologue brésilienne face à l'espionnage informatique, après lui avoir rencontrée dans son hôtel de New York et avait mis en relation ces faits avec « d'autres faits condamnables », comme les problèmes récents qu'a connu le président de la Bolivie, Evo Morales, et celui du Venezuela, Nicolás Maduro, pour survoler plusieurs pays avec leurs avions. Les deux présidentes ont préféré travailler ensemble au lieu d'assister au dîner de gala offert à la même heure par Obama aux chefs d'État gouvernements qui assistaient à la réunion.

Lors de son intervention à l'ONU Cristina a mené la charge contre l'ordre financier international qui permet l'existence de *fonds vautours*, qui soutenus par des sentences bâtarde de juges étatsuniens prétendent encaisser de la part de l'Argentine mille sept cents millions de dollars d'intérêts sur des obligations achetées à l'époque 40 millions. À moins - a-t-elle dit - que l'on veuille donner une leçon à travers Argentine parce elle a pu sortir du puits ... sans s'en tenir aux *recettes* du Fonds monétaire international.

Après avoir condamné toute tentative d'intervention militaire ou de bombardement comme celui envisagé contre la Syrie et soutenu l'accord russo-usaméricain sur les armes chimiques dans ce pays, elle a critiqué le Conseil de Sécurité de l'ONU dans sa forme actuelle qui s'est montré « *absolument obsolète* », pas seulement sur la question syrienne mais lors d'autres incidents contre la paix dans le monde.

Poétique et en syntonie avec Evo, Dilma et Cristina, le président de l'Uruguay, Pepe Mujica a affirmé :

« Je suis du Sud ... Je porte avec moi des millions de compatriotes pauvres dans les villes, des étendues désertiques, des forêts, des pampas et des trous perdus de l'Amérique Latine, patrie commune qui se fait ... Je porte les cultures originaires écrasées, avec les restes du colonialisme aux Malouines, avec des blocus inutiles à ce caïman sous le soleil des Caraïbes qui s'appelle Cuba. Je porte les conséquences de la surveillance électronique qui ne fait pas autre chose que générer de la méfiance ».

Angel Guerra Cabrera pour *La Jornada* du Mexique.

[La Jornada](#). Mexique, le 26 septembre 2013

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 26 septembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Angel Guerra Cabrera. Journaliste cubain resident au Mexique et editorialiste du quotidien mexicain *La Jornada*.